INSTITUTIONS & DÉMOCRATIE · FICHE MESURE

Exemplarité de la sphère politique

Exemplarité de la sphère politique : combien ça rapporterait ?

COÛT BRUT	COÛT NET	EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC
200 M€	**-1,5 Md€**	**+300 M€ par an**
sur 5 ans	sur 5 ans · négatif = gain	soit +1,5 Md€ sur 5 ans · améliore le solde public

Vecteur juridique : Révision constitutionnelle par référendum + loi organique + loi ordinaire + décrets + redécoupage électoral

Résumé

Aligner la classe politique sur les exigences que le programme demande aux Français. Dix axes : (1) Rémunérations encadrées (Président et Premier ministre 10 000 €/mois vs 16 000 ; Ministres 8-10 k€ ; Parlementaires 6 500 €/mois ; IRFM remplacée par remboursement de frais réels sur justificatifs) ; (2) Suppression des privilèges post-mandat (fin de l'indemnité à vie des anciens présidents, fin des avantages matériels au-delà de 6 mois après le mandat) ; (3) Application stricte du plafond retraite 2 000 € net/mois à tous les élus ; (4) Application des autres mesures (Service National obligatoire pour postulants politiques, ASU conditionnée si fin de mandat sans poste) ; (5) Réduction de 30 % du nombre de parlementaires (députés 577 → 400, sénateurs 348 → 240) ; (6) Suppression du CESE (doublon avec démocratie directe et conseils citoyens) ; (7) Transparence radicale (déclarations en open data temps réel, calendrier des rendez-vous lobbyistes publié obligatoirement) ; (8) Lutte renforcée pantouflage (interdiction 5 ans, vs 3 actuels) et conflits d'intérêts ; (9) Référendum révocatoire (modèle suisse adapté : un élu peut être révoqué en cours de mandat sur initiative populaire) ; (10) Élection présidentielle au scrutin majoritaire à 2 tours maintenu, mais durée du mandat à 6 ans non renouvelable (rupture avec le quinquennat permanent).

Financement

Coût brut sur 5 ans : ~200 M€

- Référendum constitutionnel initial : ~80 M€
- Redécoupage électoral et organisation : ~50 M€
- Renforcement HATVP : ~30 M€ sur 5 ans
- Plateforme transparence.gouv.fr : ~40 M€

Économies brutes sur 5 ans : ~1,7 Md€

- Réduction rémunérations Président, ministres, parlementaires : ~600 M€ cumulés sur 5 ans
- Réduction de 30 % du nombre de parlementaires : ~750 M€ cumulés
- Suppression du CESE : ~200 M€ cumulés
- Suppression des privilèges post-mandat (anciens présidents, anciens parlementaires régime spécial) : ~100 M€ cumulés
- Pantouflage encadré (récupérations indues, économies indirectes) : ~50 M€

Solde net sur 5 ans : ~+1,5 Md€ soit ~300 M€/an. **C'est l'une des rares mesures dont la rentabilité est secondaire devant l'impact politique majeur**.

Effets indirects majeurs (non chiffrables mais déterminants) :

- **Restauration de la légitimité démocratique** : sans cela, aucune autre mesure du programme ne tient politiquement
- **Effet d'entraînement** : les Français acceptent les efforts demandés s'ils voient leurs élus en faire d'abord
- **Lutte contre la corruption perçue** : la transparence et le pantouflage encadré réduisent la défiance
- **Qualité du recrutement politique** : ceux qui veulent une carrière publique le font par engagement, pas par calcul de carrière personnelle

Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire de la loi organique. Convocation d'un référendum constitutionnel sur les éléments structurels (réduction parlementaires, suppression CESE, référendum révocatoire, mandat présidentiel 6 ans non renouvelable). Entrée en vigueur immédiate des plafonds de rémunération et de la suppression des privilèges post-mandat (loi ordinaire). Lancement plateforme transparence.gouv.fr.
- **An 2.** Redécoupage électoral en cours (objectif : opérationnel pour les élections suivantes). Suppression effective du CESE. Application complète de la transparence (publication en temps réel des frais de mandat, agendas lobbyistes). HATVP renforcée.

- **An 3.** Premières élections législatives au nouveau format (400 députés). Premier exemple éventuel de référendum révocatoire si pétition aboutie.
- **An 4.** Régime de croisière. Évaluation indépendante par la Cour des comptes de l'effet sur les économies budgétaires et sur la confiance politique.
- **An 5.** Bilan public complet : économies effectives, évolution de la confiance institutionnelle (baromètre Cevipof), qualité du débat démocratique, taux de participation aux élections et aux référendums.

Indicateurs de succès

- Niveau de confiance politique (Baromètre Cevipof) : objectif inverser la défiance actuelle de 70 % en 5 ans.
- Coût total de la sphère politique (rémunérations + indemnités + privilèges) : objectif -250-300 M€/an.
- Nombre de parlementaires (objectif : 925 → 640 dès les élections suivantes).
- Taux de transparence (publication des frais de mandat, agendas, déclarations) : objectif 100 %.
- Nombre de référendums révocatoires initiés et aboutis (signe vital du mécanisme).
- Taux d'application effective du pantouflage encadré (suivi HATVP).
- Participation aux élections (objectif : remontée significative grâce à la confiance restaurée).

Public cible

Directement concernés :

- 1 Président de la République
- 1 Premier ministre + ~30 ministres et secrétaires d'État
- 577 députés (puis 400)
- 348 sénateurs (puis 240)
- ~233 conseillers du CESE (qui n'existe plus à terme)
- ~600 000 élus locaux (régionaux, communaux, intercommunaux — concernés par la transparence et le pantouflage)
- ~10 000 membres de cabinets ministériels et présidentiels

Bénéficiaires indirects : tous les citoyens (67 M) à travers la restauration de la légitimité démocratique, la baisse du coût de la classe politique (~250-300 M€/an d'économies directes), et l'effet d'exemplarité qui rend toutes les autres mesures du programme acceptables.

Sources

- Cevipof — Baromètre annuel de la confiance politique — https://www.sciencespo.fr/cevipof
- HATVP — Rapports d'activité de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique — https://www.hatvp.fr
- Cour des comptes — Rapports sur les rémunérations publiques et les structures consultatives — https://www.ccomptes.fr
- Sénat / Assemblée nationale — Statistiques officielles indemnités parlementaires — https://www.senat.fr
- Norvège — Statsrådet (Conseil des ministres), modèle de transparence — https://www.regjeringen.no
- Royaume-Uni — Office for the Commissioner of Public Appointments — https://publicappointmentscommissioner.independent.gov.uk
- États-Unis — Recall elections (modèle de référendum révocatoire) — https://ballotpedia.org/Recall_elections — Référendums révocatoires pratiqués dans 19 États américains.
- Mexique — Constitution, article 83 (mandat présidentiel 6 ans non renouvelable depuis 1934) — https://www.gob.mx
- OCDE — Public Integrity Recommendation (2017) — https://www.oecd.org/governance/ethics/

Fiche complète en ligne : https://chiffrons.fr/mesures/exemplarite-sphere-politique/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.